

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET
TECHNIQUES PARTICULIÈRES
(CCATP)*****L'acheteur***

ETAT - Ministère chargé des Transports - Direction Générale de l'Aviation Civile
Bureau d'Enquêtes et d'Analyses pour la Sécurité de l'Aviation Civile (BEA)

Représentant de l'acheteur (RA)

Monsieur le directeur du Bureau d'Enquêtes et d'Analyses pour la Sécurité de
l'Aviation Civile (BEA)

Objet du marché

Mission de Coordination Systèmes de Sécurité Incendie relative aux travaux de
réaménagement d'espaces, de réhabilitation et d'aménagement du laboratoire PESA
du BEA au Bourget

Remise des offres

Date limite de réception : 22/01/2025 à 12h00 (heure de Paris)

Le présent CCAP comporte ____ annexe(s).

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIERES

SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GENERALES	5
1-1. Objet du marché et Normes	5
1-2. Représentation du pouvoir adjudicateur et forme des notifications.....	6
1-3. Point de départ du délai d'exécution	8
Les stipulations du CCAG sont applicables. Le délai part à compte de la date de notification du marché et se termine à la fin de la GPA.	8
1-4. Passation des commandes	8
1-5. Décomposition en tranches, en lots et en parties techniques	8
1-6. Contenu de la mission	8
1-7. Mesures de sécurité - Prestations intéressant la Défense - Obligation de discrétion	9
1-8. Dispositions générales	9
1-9. Ordres de service.....	12
ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	12
ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES	12
3-1. Tranche(s) optionnelle(s)	12
3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes	12
3-3. Variation dans les prix.....	14
3-4. Paiement direct des sous-traitants	15
ARTICLE 4. DELAIS D'EXECUTION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES	15
4-1. Délai d'exécution	15
4-2. Pénalités pour retard d'exécution	16
4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution	17
4-4. Primes pour réalisation anticipée des prestations	17
ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	17
5-1. Retenue de garantie	17
5-2. Avances	17
ARTICLE 6. PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	17
ARTICLE 7. EXECUTION DU MARCHE	18
7-1. Conditions d'exécution.....	18
7-2. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité	19
ARTICLE 8. ADMISSIONS ET GARANTIES.....	19
8-1. Admission	19

8-2. Garantie des prestations	20
ARTICLE 9. ARRET DES PRESTATIONS - RESILIATION	20
9-1. Arrêt de l'exécution des prestations.....	20
9-2. Résiliation	20
ARTICLE 10. CLAUSES TECHNIQUES	21
10. 1 Principes généraux	21
10. 2 Rôle et missions du coordonnateur SSI.....	21
ARTICLE 11. CONSISTANCE DES TRAVAUX	22
ARTICLE 12. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	23

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIERES

Dans la suite du présent document, les termes "admissions" et "admises" sont substitués à ceux de "réceptions" et de "reçues" utilisés dans le CCAG Prestations Intellectuelles.

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GENERALES

1-1. Objet du marché et Normes

Le présent marché porte sur la réalisation d'une mission de Coordination en matière de Système de Sécurité Incendie de catégorie A relative aux travaux de réaménagement des espaces, de réhabilitation et d'aménagement du laboratoire PESA et de ses bureaux attenants. Actuellement, l'organisation de l'espace est peu fonctionnelle et nécessite d'être repensé. Cette partie du bâtiment principal impactée par les travaux représente approximativement 630 m² de surface au sol.

Le lieu d'exécution des prestations est le suivant :

Bureau d'Enquêtes et d'Analyses pour la sécurité et de l'aviation civile (BEA)
Aéroport Le Bourget - Bâtiment 153
10 rue de Paris – Zone Sud
93352 LE BOURGET

Les travaux à réaliser, conformément à l'expression des besoins, appartient à la catégorie des ouvrages de bâtiment pour une opération de réhabilitation ou réutilisation

La mission sera exercée en application des normes NFS 61-931 et NFS-932.

Le titulaire est réputé connaître toutes les dispositions législatives et réglementaires relatives aux systèmes de sécurité incendie pouvant s'appliquer à l'opération visée.

Descriptif des travaux :

Un descriptif de l'opération est donné à l'article 11 du présent CCATP.

Particularités du chantier : la partie du bâtiment au RDC concernée par les travaux sera libérée. L'étage et le bâtiment mitoyen restent en activité pendant les travaux. Il n'y a pas de phasage prévu.

Date prévisible de début de travaux : 4^{ème} trimestre 2025 La part de l'enveloppe financière prévisionnelle hors TVA affectée aux travaux par le maître d'ouvrage est de 670k€ HT.

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

1-2. Représentation du pouvoir adjudicateur et forme des notifications

1-2.1. Représentation de l'acheteur pour l'exécution du marché

Pour les besoins de l'exécution du marché, les personnes physiques désignées ci-après sont habilitées à représenter le RA auprès du titulaire :

1. Le directeur d'opération ou son représentant pour assumer les fonctions suivantes :

- a) Réception des communications du titulaire avec le pouvoir adjudicateur, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications du pouvoir adjudicateur faisant courir un délai (article 3-1 du CCAG) ;
- b) Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 13.3.2 du CCAG) ;
- c) Signature et notification en tant que représentant de l'acheteur pour l'exécution du marché, des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement d dispositions contractuelles (article 29 du CCAG).

2. Le conducteur d'opération, l'assistant opération ou son représentant pour assumer les fonctions suivantes :

- a) Réception de la demande de paiement (article 11.5 du CCAG) ;
- b) Proposition d'acceptation ou de rectification de la facture et de complément de la facture (article 11.6 du CCAG) ;
- c) Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;
- d) Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire ;
- e) Vérifications quantitatives et qualitatives, qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (article 26 du CCAG) ;
- f) Signature des ordres de services.

Dans le cadre de cette opération et au jour de la consultation :

- Directeur d'opération : Benjamin MOTTET - benjamin.mottet@aviation-civile.gouv.fr
- Conducteur d'opération : Vaiana Leballais – vaiana.leballais@aviation-civile.gouv.fr
- Assistant opération : Mohammed, JARADY - mohammed.jarady@aviation-civile.gouv.fr

En cas de modification, le titulaire en sera informé par courriel.

1-2.2. Formes des notifications

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations , les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, l'acheteur procédera à la notification de toutes les informations par voie électronique, via la messagerie de la plate-forme de dématérialisation PLACE, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire).

La messagerie sécurisée de PLACE assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire. Ces accusés de réception seront générés par PLACE, et permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception de l'information.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, c'est la date et l'heure de réception de la première consultation du document qui leur a été adressé, mentionnées sur le récépissé générés par PLACE, qui sont considérées comme celles de la notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG, à défaut de consultation de l'information sur PLACE par le destinataire, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

En application de l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au destinataire , ne mentionne pas de délai (s) celui-ci (ceux-ci) commencent à courir à 0 heure le lendemain de l'accusé de réception par le destinataire dans PLACE.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

Lors de la transmission de l'information via PLACE par l'acheteur , celui-ci veillera à utiliser la modalité technique d'envoi, qui permettra au destinataire de lui adresser une réponse en retour via PLACE, le cas échéant.

Si cette réponse fait courir un délai, le démarrage de ce dernier commencera à courir dans les mêmes conditions que celles décrites pour la notification par l'acheteur.

1-3. Point de départ du délai d'exécution

Les stipulations du CCAG sont applicables. Le délai part à compte de la date de notification du marché et se termine à la fin de la GPA.

1-4. Passation des commandes

Sans objet.

1-5. Décomposition en tranches, en lots et en parties techniques

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches, les prestations ne sont pas réparties en lots. Les prestations sont homogènes.

1-6. Contenu de la mission

Dans le cadre de l'opération relative au présent marché, le coordonnateur SSI interviendra de la façon suivante :

Phase conception :

- **Elément de mission C1** : examen et avis sur l'ESQ
- **Elément de mission C2** : examen et avis sur l'AVP
- **Elément de mission C3** : examen et avis sur le PRO et rédaction du cahier des charges fonctionnel.

Phase réalisation :

- Elément de mission R1 :

- examen et avis sur les documents d'exécution ; participation aux réunions de mise au point technique et organiser les rendez-vous de coordination entre les corps d'état concourant à la réalisation du SSI ;
- mise à jour du cahier des charges fonctionnel et création du dossier d'identité
- validation fiches techniques

- Elément de mission R2 :

- organiser la visite de réception du SSI et dressage des procès-verbaux correspondants
- mise à jour du dossier d'identité

- Elément de mission R3 :

- intervention en phase GPA sur demande du conducteur d'opération

1-7. Mesures de sécurité - Prestations intéressant la Défense - Obligation de discrétion

1-7.1 Obligation de confidentialité

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par l'acheteur et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4.3 du CCAP.

1-7.2 RGPD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et l'acheteur est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles

détenues par l'acheteur ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter l'acheteur afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue

1-8. Dispositions générales

1-8.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 39 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1-8.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1-8.2.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie

et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCATP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1-8.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 39 du CCAG.

1-8.3. Assurances

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9-2 du CCAG, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations au pouvoir adjudicateur dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande de la personne publique, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

1-8.4. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-8.3. ci-dessus.

1-8.5. Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier au titulaire la réalisation de prestations similaires à celles du présent marché, après passation d'un ou de plusieurs marchés négociés en application de l'article R.2122-7 du CCP.

1-8.6. Clauses sociales et environnementales

Sans objet.

1-9. Ordres de service

L'ordre de service est la décision du pouvoir adjudicateur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché.

Les ordres de service sont notifiés par le représentant du pouvoir adjudicateur, désigné lors de la notification du marché, au titulaire dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG.

L'ordre de service de démarrage des prestations pourra intervenir dans un délai supérieur à 6 mois à compter de la notification du marché sans que le titulaire ne puisse en refuser l'exécution ni prétendre à une quelconque indemnité.

ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de la personne publique fait seul foi (**daté et signé par les représentants habilités des parties**).;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières (CCATP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de la personne publique fait seule foi
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

3-1. Tranche(s) optionnelle(s)

Sans objet.

3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes

3-2.1. Contenu des prix

En complément des stipulations du CCAG, les prix du marché sont hors TVA et sont établis en tenant compte des sujétions particulières suivantes :

- Intervention sur un site contrôlé,
- Habilitation des personnes à rentrer dans l'enceinte,

En tenant compte de l'activité du BEA

En tenant compte de déplacement et/ou d'éventuelles réunions à la demande de la conduite d'opération.

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par un prix global forfaitaire par phase.

Ce prix comprend toutes les prestations et interventions nécessaires jusqu'à l'achèvement de la mission. Les déplacements seront inclus dans le taux horaire. La prestation ne tiendra compte que du temps nécessaire à l'unique réalisation de la mission du CSSI.

3-2.2. Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par un prix global forfaitaire.

3-2.3. Les modalités du règlement des comptes du marché sont les suivantes :

Les modalités de règlement du marché sont conformes aux articles 11 et 12 du CCAG. La périodicité des règlements sera mensuelle.

Toutefois ces prestations pourront être réglées partiellement sur la demande du titulaire. Dans ce cas, la demande d'acompte établie par le titulaire indique le pourcentage d'avancement de sa mission. Elle est accompagnée du compte rendu d'avancement permettant d'établir le constat en vue du paiement. Ce pourcentage, après accord du RA, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

3-2.4. Modalités de transmission et de paiement

3-2-4.1 Modalités de transmission des pièces de paiement

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les factures seront également transmises par mail à mohammed.jarady@aviation-civile.gouv.fr et vaiana.leballais@aviation-civile.gouv.fr

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront être déposées dans l'onglet « FACTURE TRAVAUX » et comporter les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro de marché
- Le numéro de SIRET de l'Etat
- Le code du service exécutant de la dépense qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché

3-2-4.2 Modalités de paiement

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

En l'absence d'obligation du titulaire de recourir à la facturation électronique, le point de départ du délai global de paiement est la date de réception de la demande de paiement par le RA.

3-3. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

Par dérogation aux articles 14 et 15 du CCAG, la variation des prix ne s'applique pas aux indemnités, pénalités, retenues ou primes.

3-3.1. Les prix sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4.

3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché

Conformément à l'article 10.2.4 du CCAG, La date d'établissement du prix initial correspond à la date de remise de l'offre par le titulaire ; Lorsque la procédure de passation a donné lieu à une négociation, la date à prendre en compte est la date de remise de l'offre finale par le titulaire.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0).

3-3.3. Choix de l'index de référence

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des prestations faisant l'objet du marché est :

ING : Ingénierie

Il est publié sur le site internet de l'INSEE.

3-3.4. Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision C_n est donné par la formule :

$$C_n = 0,1 + 0,9 \times (I_{n-3} / I_{0-3})$$

avec : I_{0-3} = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix moins 3 mois ;

I_{n-3} = Valeur de l'index de référence I prise au mois de réalisation des prestations moins 3 mois.

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le maître de l'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le pouvoir adjudicateur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par le maître de l'ouvrage. Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

3-4. Paiement direct des sous-traitants

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R.2193-10 à R.2193-16 du CCP complétées par les stipulations suivantes :

- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au pouvoir adjudicateur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

ARTICLE 4. DELAIS D'EXECUTION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES

4-1. Délai d'exécution

Les stipulations concernant le délai d'exécution et le point de départ de ce marché figurent dans l'article 3 de l'acte d'engagement.

Les délais ci-dessous doivent être respectés par le titulaire :

	Éléments de la mission	Délai d'exécution (jours calendaires)	Point de départ du délai
Phase Conception	Avis sur ESQ	10 jours	À partir de la remise de l'ESQ
	Avis sur AVP	7 jours	À partir de la remise de l'AVP
	Avis sur PRO	7 jours	À partir de la remise du PRO

	Cahier des charges fonctionnel	15 jours	À partir de la remise du PRO
	Autres rapports et avis	7 jours	À compter de la demande du conducteur d'opération (COP)
Phase Réalisation	Avis sur documents d'exécution	7 jours	À partir de la remise des documents
	Création du dossier d'identité	15 jours	À compter du début de la phase de préparation
	Avis sur un point particulier	5 jours	À compter de la demande du COP
	Validation fiches techniques	5 jours	À compter de la remise des fiches techniques
	Dressage des procès-verbaux de réception SSI	7 jours	À compter du jour de la visite de réception technique
	Mise à jour du dossier d'identité	15 jours	À compter du jour de la visite de réception technique
	Avis intervention GPA	5 jours	À compter de la demande du COP

4-2. Pénalités pour retard d'exécution

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG, une pénalité journalière de 100 euros est appliquée en cas de retard sur la livraison d'un document, sur la base des délais fixés à l'article précédent.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, le montant total des pénalités de retard n'est plafonné.

Par dérogation à l'article 14.1.3, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution

4-3.1. Pénalité relative aux obligations en matière de sécurité des travailleurs

Sans objet.

4-3.2. Pénalité relative à la mise à disposition de matériels par la personne publique

Sans objet.

4-3.3. Clauses sociales

Sans objet.

4-3.4. Pénalités pour non-respect des clauses de confidentialité.

En cas de non-respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.6.3 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 €.

4-3.5. Pénalité pour non-respect de la réglementation RGPD

En cas de non-respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.6.3 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 €.

4-3.6. Autres pénalités diverses

En cas de non-participation injustifiée à une réunion à laquelle il était convoqué, le titulaire subit une pénalité forfaitaire de 150 € HT.

4-4. Primes pour réalisation anticipée des prestations

Sans objet.

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5-1. Retenue de garantie

Sans objet.

5-2. Avances

Sans objet.

ARTICLE 6. PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les stipulations du chapitre 6 du CCAG-PI s'appliquent.

ARTICLE 7. EXECUTION DU MARCHE

7-1. Conditions d'exécution

7-1.1. Modalités particulières de réalisation des prestations

Sans objet.

7-1.2. Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire

Le titulaire doit fournir au pouvoir adjudicateur, dans le délai de 8 jours à dater de la notification du marché, la liste nominative du personnel. Cette liste est tenue à jour lors de tout mouvement de personnel.

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Le titulaire désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel de la personne publique. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable de la personne publique.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- au règlement intérieur de l'établissement.

Le titulaire pour exercer sa mission doit, en permanence pendant toute la durée du marché, posséder l'agrément portant sur les domaines concernés par ledit marché sous peine de résiliation immédiate du marché aux torts du titulaire et sans indemnité.

Le titulaire s'engage à maintenir pendant toute la durée du marché ou de la phase conception ou de la phase réalisation, la même personne physique comme contrôleur.

Le titulaire ne peut remplacer la personne physique qu'à l'occasion de l'indisponibilité temporaire ou définitive de celle-ci, qui n'est pas du fait du titulaire.

La nouvelle personne physique affectée à la mission par le titulaire doit être acceptée par le maître de l'ouvrage.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG :

le titulaire propose au maître de l'ouvrage une nouvelle personne physique dans un délai de 7 jours à compter de la date d'envoi de l'avis prévu au premier alinéa de l'article 3.4.3 du CCAG ;

l'accord du maître de l'ouvrage sur l'identité de la nouvelle personne physique désignée doit être impérativement formalisé par une décision écrite du RA. Cette substitution de la personne physique fait ensuite l'objet d'un avenant ;

si le maître de l'ouvrage refuse le remplaçant, le titulaire dispose de 7 jours à compter de ce refus pour lui proposer une autre personne physique. A défaut ou si le maître de l'ouvrage récuse également ce remplaçant, la résiliation du marché est prononcée dans les conditions de l'article 39 du CCAG.

Le contrôleur, ou à défaut le titulaire, assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus, à tout nouveau contrôleur désigné pour le remplacer ou lui succéder, ou à défaut au maître de l'ouvrage.

Il établit pour cela un procès-verbal dans un délai de 7 jours à compter de la demande du maître de l'ouvrage.

Le nouveau contrôleur accuse réception de l'ensemble des documents relatifs à sa mission.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en toute ou partie.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des espaces ou des locaux qui n'exigent pas son intervention.

7-1.3. Mise à disposition de matériels par la personne publique

Sans objet.

7-2. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité

Aucune stipulation particulière.

ARTICLE 8. ADMISSIONS ET GARANTIES

8-1. Admission

Aucune stipulation particulière.

8-1.1. Nombre d'exemplaires

Les documents présentés par le titulaire sont remis au RA, en un seul exemplaire sur support papier relié. En complément de cet exemplaire les documents sont remis dans un des formats suivants : pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, odc, odp, odt.

8-1.2. Délais d'admission des prestations

L'approbation consiste en l'acceptation par le RA des prestations conformes aux prescriptions du marché.

Les décisions relatives à cette admission doivent intervenir avant l'expiration du délai de deux mois.

Ces délais courent à compter de la date de l'accusé de réception par le RA de ces documents.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme admise avec effet à compter de l'expiration du délai (admission tacite).

8-1.3. Réfaction

Par dérogation à l'article 29.3 du CCAG la décision motivée d'admission avec réfaction est, sans autre formalité, notifiée au titulaire. Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, il notifie au titulaire une décision motivée de les admettre avec réfaction, c'est-à-dire entraînant une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées. Le titulaire dispose d'un mois pour présenter ses observations ou adresser une lettre de réclamation au sens de l'article 43 du CCAG ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision du pouvoir adjudicateur. Si le titulaire formule des observations, le pouvoir adjudicateur dispose ensuite d'un mois pour confirmer sa décision ou pour notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification dans ce délai, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

8-1.4. Ajournement

L'admission peut être assortie de conditions à prendre en compte par le titulaire dans un délai fixé par le RA et soumis aux dispositions de l'article 4-2 ci-dessus.

Par dérogation au 3ème alinéa de l'article 29.2.1 du CCAG, le silence du maître d'ouvrage ne vaut pas décision de rejet des prestations.

Suite à une décision d'ajournement, le RA dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

8-1.5. Rejet

Suite à une décision de rejet, le RA dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

8-2. Garantie des prestations

Par dérogation à l'article 30 du CCAG, les prestations ne font l'objet d'aucune garantie.

ARTICLE 9. ARRET DES PRESTATIONS - RESILIATION

9-1. Arrêt de l'exécution des prestations

Conformément à l'article 22 du CCAG, le RA se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des parties techniques telles que définies à l'article 1-6 du présent CCATP.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations à l'issue d'une partie technique ne donne lieu à aucune indemnité.

9-2. Résiliation

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RA des éléments énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 39.1 h) du CCAG.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 39 du CCAG, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 39.2 du CCAG, la résiliation du marché par décision du pouvoir adjudicateur signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour ce motif ainsi que conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 39 du CCAG.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

ARTICLE 10. CLAUSES TECHNIQUES

10. 1 Principes généraux

L'intervention du coordinateur des systèmes de sécurité incendie ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des dispositions du code du travail, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

La mission de coordination SSI, définie dans la norme NFS 61-931 et le fascicule FDS 61-949, a pour objet d'assurer le respect des règles générales fixées par cette norme, soit :

- définir les besoins de mise en sécurité et choisir la catégorie du SSI
- organiser le SSI
- assurer la compatibilité technique et fonctionnelle des différents éléments qui composent le SSI

- vérifier le respect des règles d'installation
- procéder à la réception technique du SSI avant mise en service du matériel
- constituer le dossier d'identité du SSI

10. 2 Rôle et missions du coordonnateur SSI

En phase de conception,

Le coordonnateur SSI participe aux réunions de mise au point technique avec le Maître d'œuvre et le Maître d'Ouvrage. Il veille à la cohérence entre les prescriptions techniques du dossier, les avis émis par les autorités compétentes et les avis formulés par le bureau de contrôle technique. Il donne son avis sur l'ESQ et l'AVP.

Il établit le cahier des charges fonctionnel du SSI qui comprend les pièces suivantes :

- la définition de la catégorie du SSI
- l'organisation des zones de détection (ZD), des zones de mise en sécurité (ZF et ZC) et des zones de diffusion d'alarme (ZA)
- la définition des corrélations entre zones
- la définition des constituants du SSI : le positionnement des matériels centraux et déportés éventuels, les modalités d'exploitation de l'alarme, le principe et la nature des liaisons entre constituants du SSI, les alimentations de sécurité
- les exigences relatives aux essais de corrélation et de bon fonctionnement que doivent réaliser les entreprises en vue de la procédure de réception technique du SSI
- la liste des documents que doivent fournir les entreprises et nécessaires à la constitution du dossier d'identité SSI

Il analyse et vérifie les pièces du dossier Projet concernant les équipements constitutifs du SSI et informe le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre du respect du cahier des charges.

En phase de réalisation,

Le coordinateur SSI crée le dossier d'identification SSI tel que visé par la norme NFS 67-932.

Le coordinateur SSI examine les plans d'exécution des entreprises. Il collecte les fiches d'essais fonctionnels et les procès-verbaux justificatifs de la conformité aux normes des matériels installés par les entreprises.

Le coordonnateur SSI assure, si besoin, les mises au point techniques avec les entreprises concernées pour les détails de mise en œuvre des constituants du SSI et pour le traitement de l'interface entre les différents matériels mis en œuvre par les corps d'état.

Le coordinateur SSI organise et réalise, conformément à la norme NFS 61-932, la réception technique du SSI.

Il collecte les fiches d'autocontrôle des essais effectués par les entreprises sur les installations participant à la réalisation du SSI et valide leur contenu.

Il organise la visite de réception technique du SSI et convoque l'ensemble des entreprises à cette réception à laquelle le Maître d'ouvrage et la Maîtrise d'œuvre auront été conviés. Suite à cette réception il dresse les procès-verbaux correspondants.

Le coordinateur SSI met à jour le dossier d'identité du SSI par l'ensemble des informations collectées au cours des travaux. Ce dossier d'identité doit être conforme aux prescriptions de la NFS 31-932.

ARTICLE 11. CONSISTANCE DES TRAVAUX

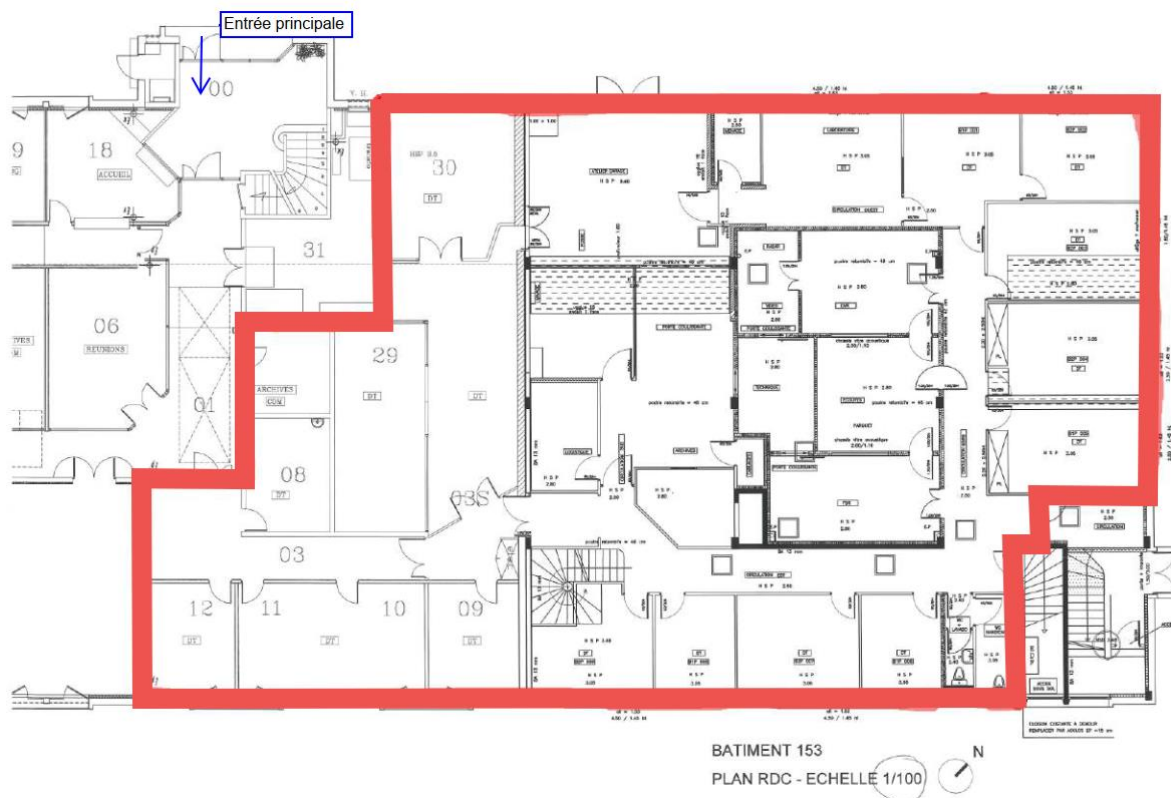
Le BEA est un organisme indépendant chargé d'enquêter sur les accidents et les incidents aériens notamment en France. Il peut également être sollicités par ses homologues étrangers. Composé d'une équipe d'experts pluridisciplinaires, le BEA dispose de laboratoires spécialisés où sont analysées les données et les éléments recueillis lors des enquêtes. Ces laboratoires sont équipés de technologies permettant de mener des expertises approfondies sur les boîtes noires, les moteurs d'avion, les structures d'aéronefs, ou encore les systèmes de navigation. Le BEA met ainsi tout en œuvre pour garantir la sécurité aérienne et pour prévenir les accidents futurs.

L'opération concerne un bâtiment en béton armé (21m de large sur 90m de long), vraisemblablement construit au milieu du XXe siècle, qui abrite les bureaux et les laboratoires du BEA. Il se développe :

- Sur 2 niveaux (RDC + 1er étage) dans sa partie sud, avec couverture en sheds (voûtes en béton armé avec éclairage zénithal) ;
- Sur 3 niveaux (RDC + 2 étages) dans sa partie nord, avec couverture toit-terrasse.

Le bâtiment a été prolongé d'un hangar démontable (20m de large sur 33m de long et 6,90m de haut) dédié au stockage d'épaves ou de morceaux d'épaves volumineux et permettant de manière ponctuelle l'examen de ceux-ci par le personnel du BEA.

Les travaux concernent le réaménagement des espaces, la réhabilitation et l'aménagement du laboratoire PESA et de ses bureaux attenants. Actuellement, l'organisation de l'espace est peu fonctionnelle et nécessite d'être repensé. Cette partie du bâtiment principal impactée par les travaux est délimitée en rouge ci-dessous, elle représente approximativement 630 m² de surface au sol.



L'annexe 1 du CCATP présente une fiche par local décrivant le besoin y compris en aménagement, les exigences et les contraintes de la maîtrise d'ouvrage.

L'annexe 2 du CCATP présente un tableau récapitulatif de ces fiches ainsi que les liaisons souhaitées ou impératives entre les différents locaux.

L'annexe 3 du CCATP présente le schéma fonctionnel du laboratoire et les connexions entre locaux.

L'annexe 4 du CCATP présente les plans incendie général actuels.

ARTICLE 12. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCATP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

a) CCAG :

CCATP 1-8.3	déroge à l'article	9.2 du CCAG
CCATP 2	déroge à l'article	4.1 du CCAG
CCATP 3-3	déroge à l'article	14 et 15 du CCAG
CCATP 4.2	déroge à l'article	14.1, 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG
CCATP 7-1.2	déroge à l'article	3.4.3 du CCAG
CCATP 8-1.3	déroge à l'article	29.3 du CCAG
CCATP 8-1.4	déroge à l'article	29.2.1 du CCAG
CCATP 8-2	déroge à l'article	30 du CCAG
CCATP 9-2	déroge à l'article	39.2 du CCAG

b) CCTG et CPC travaux publics

c) Normes françaises homologuées

d) Autres normes